

(1)

(N° 206.)

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1919-1920.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1920

AINSI QUE DES DISPOSITIONS DIVERSES (1)

Tableau n° XI : Ministère des Colonies. (Dépenses Métropolitaines).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. de SELYS LONGCHAMPS.

MESSIEURS,

Le Budget des Colonies se réduisant aux dépenses métropolitaines, ne peut faire l'objet de longs commentaires. Aussi le rapporteur soussigné a-t-il estimé qu'une note succincte pouvait tenir lieu de rapport proprement dit.

Ce budget a été adopté par les six sections. Quatre d'entre elles n'ont présenté aucune observation. A la quatrième section, un membre a insisté sur la nécessité d'employer les services de certains agents mis en disponibilité, « leur emploi constituant une mesure d'équité et devant réaliser » une économie » ; un autre membre de la même section a sollicité des explications au sujet de l'article 9 du chapitre I et de l'article 12 du chapitre II.

A la troisième section, un membre a demandé « que l'or des Mines de » Kilo fût vendu en Belgique au lieu d'être dirigé sur Paris où nos bijoux tiers doivent le racheter ».

Bien que cette question ne se rattache pas au Budget des Colonies dont nous avons à nous occuper, mais au Budget du Congo, elle nous paraît avoir une telle importance, que nous croyons bien faire en la rappelant

(1) Budget, n° 56.

(2) La Section centrale, présidée par M. Brunet, était composée de MM. Carton de Wiart, Mechelyneck, Bertrand et Tibbaut, vice-présidents, Bologne, Buyt, Carlier, de Kerchove d'Exaerde, de Selys Longchamps, de Wouters d'Oplinter, Drèze, Hallet, Houtart, Huysmans, Pepin, Poncelet, Pussemier, Soudan, Van de Vyvere, Van Limburg Stirum et Wauwermans.

une fois de plus à votre attention. *N'importe-t-il pas que l'or du Congo belge soit versé à la Banque Nationale pour accroître son encaisse métallique ?*

Les crédits alloués pour l'exercice 1919 s'élevaient à . . . fr. 1,530,304

Les crédits demandés pour l'exercice 1920 atteignent la
somme de 3,736,000
Soit une augmentation de . . . 2,205,695

Cet écart provient, en ordre principal, de l'augmentation des frais de l'Administration centrale.

Voici les articles qui nous font connaître les causes de cet accroissement de dépenses :

CHAPITRE PREMIER.

ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 2. — Crédits demandés pour 1920 fr. 2,147,230
Crédits alloués pour 1919 969,304
Augmentation de 1,177,946

« Justifiée, est-il dit en note (voir tableau XI, page 363), par les relèvements des barèmes des traitements, la majoration de certaines indemnités » et les augmentations régulières de traitement.

» Le rappel en service d'un certain nombre d'agents en disponibilité pour » remplacer les départs qui se sont produits dans le cadre durant la guerre » et le caractère permanent de la dépense nécessitent le rattachement à » l'article 2 du crédit inscrit en 1919 au chapitre des dépenses exceptionnelles, sous l'article 13 pour : Traitements du personnel mis en disponibilité par suite de la décentralisation accomplie en exécution de l'arrêté » royal du 28 juillet 1914. Subvention de vie chère à ce personnel. »

ART. 3. — Frais de route et de séjour et missions à l'étranger.
Crédits demandés pour 1920 fr. 25,000
Crédits alloués pour 1919. 15,000
Augmentation de 10,000

résultant du relèvement du tarif des frais de route.

ART. 4. — Matériel. Entretien des bureaux. Mobilier. Bibliothèque. Travaux d'entretien et d'aménagement de l'hôtel ministériel. Frais de télégrammes.

Crédits demandés pour 1920. fr. 480,000
Crédits alloués pour 1919 285,000
Augmentation de 195,000

résultant du prix élevé de ces matières.

Il faut y ajouter l'élévation du coût de la main d'œuvre.

ART. 5. — Publication du *Bulletin Officiel* : 50,000 francs comme en 1919.

ART. 6. — Subventions diverses à des Congrès, Associations et Sociétés scientifiques. Participation dans les frais de Bureaux internationaux :

Crédits demandés pour 1920 . . fr.	69,350
— alloués pour 1919	55,000
Augmentation de . . fr.	14,350

» provoquée par l'inscription au budget métropolitain de subsides nouveaux
» ou majorés à raison du développement des œuvres métropolitaines et de la
» situation économique générale ».

ART. 7. — Premier terme des pensions (crédit limitatif) 2,000 francs (*statu quo*).

ART. 8. — Secours à accorder à d'anciens fonctionnaires, employés ou agents payés sur salaires, à leurs veuves ou aux membres de leurs familles dont ils étaient les soutiens, qui se trouvent dans une situation malheureuse. — Secours pour frais de dernière maladie ou de funérailles de fonctionnaires ou d'employés décédés en activité de service ou en retraite et dont la famille se trouve dans la gêne. — Secours à accorder exceptionnellement à des personnes autres que celles désignées ci-avant : 10,000 francs comme pour 1919.

ART. 9. — Abonnement de l'avocat du Département. Honoraires d'avocats et d'avoués. Frais de procédure, déboursés, amendes, etc.

Crédits demandés pour 1920 . . fr.	18,000
— alloués pour 1919	12,000
Augmentation de . . fr.	6,000

» nécessitée par l'élévation des frais de cette nature.

Soit pour l'Administration centrale une augmentation totale de 1 million 403,296 francs.

A cette augmentation s'ajoute celle qui résulte de l'inscription, au budget métropolitain, des dépenses faites pour les établissements scientifiques d'enseignement colonial, dépenses qui, antérieurement, figuraient au budget des dépenses ordinaires du Congo belge.

En voici le détail :

CHAPITRE II.

ÉTABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES MÉTROPOLITAINS D'ENSEIGNEMENT COLONIAL.

PREMIERE SECTION.

Musée de Tervueren.

ART. 11 — Crédits demandés pour 1920 fr. 298,500

Se décomposant comme suit :

a) Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service du Musée de Tervueren. Indemnités des

membres de la Commission de surveillance et de géodésie et des savants appelés au Musée fr. 203,200

b) Frais de représentation du Directeur, indemnités de logement et autres. Augmentations de traitements. Nominations et promotions. Indemnités fixes au personnel scientifique. Indemnités pour travaux extraordinaires, pour frais de maladie. Indemnités de logement aux membres du personnel scientifique non logés au Musée. Indemnités de résidence aux fonctionnaires, employés et gens de service du Musée de Tervueren. Honoraires du médecin agréé. Secours exceptionnels à des agents du Musée. Salaires des ouvriers employés pour divers travaux du Musée. Indemnités au Secrétaire de la Commission de surveillance et de géodésie. Jetons de présence fr. 95,300

ART. 12. — Frais de route et de séjour du personnel du Musée, des membres des Commissions et des savants appelés au Musée. Missions à l'étranger. fr. 7,500

ART. 13. — Matériel en général et mobilier du Musée de Tervueren. Entretien des locaux: Bibliothèque. Fourniture de bureau. Frais de télégrammes et de correspondances. Achat de collections et d'œuvres d'art. Entretien et transport des collections scientifiques. Laboratoire. Photographies. 38,800

ART. 14. — Annales et publications du Musée de Tervueren . 20,000
Soit pour la 1^{re} Section un total de dépenses de 664,000

DEUXIÈME SECTION.

École coloniale.
Total. . fr. 77,500

TROISIÈME SECTION.

École de médecine tropicale.
Total. . fr. 86,000

QUATRIÈME SECTION.

Jardin colonial de Laeken.
Total. . fr. 74,000

Soit pour l'ensemble des établissements scientifiques métropolitains d'enseignement colonial fr. 902,400

A propos de ces dernières dépenses, le rapporteur du Budget des Colonies pour l'exercice 1919 disait :

» Il semble que ces charges devraient être supportées par le budget métropolitain. Dès 1912, lors de la discussion du budget de 1913, M. le Ministre Renkin avait reconnu qu'il serait plus logique de mettre à la charge

du budget métropolitain les frais relatifs aux établissements tels que le Musée de Tervueren, les dits établissements profitant avant tout à la Belgique. La question fut envisagée à nouveau lors de la discussion du budget de 1914, au cours de laquelle M. Tibbaut protestait contre l'inscription, au budget colonial, de dépenses telles que celles du Musée et de l'enseignement colonial, que les autres nations imputent à la métropole.

» Le Gouvernement fut donc amené à envisager l'inscription au budget métropolitain de crédits affectés au Musée, et l'on pouvait s'attendre à ce qu'il en fût ainsi dès l'exercice de 1915.

» Ce transfert, ajoutait le rapporteur, pourrait être effectué actuellement. » Et il disait encore : « Il semble que l'on devrait agir de même pour les crédits se rapportant aux autres établissements scientifiques coloniaux : École de médecine tropicale, École coloniale et Jardin colonial ».

Il y a lieu de remarquer que ce transfert n'a soulevé aucune critique au sein des sections. Ainsi qu'on le fait observer, en note, à l'article 11 (voir Développements du Tableau XI, page 567), il ne constituera pas pour le personnel un titre à un remaniement du barème, mais *la question des pensions des fonctionnaires et agents qui a si souvent préoccupé la législature, se trouvera réglée.*

Votre Section centrale vous propose, Messieurs, d'adopter le budget qui fait l'objet de la présente note.

Le Rapporteur,

H. DE SELYS LONGCHAMPS.

Le Président,

EMILE BRUNET.



(6)

(1)

(Nr. 206.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1919-1920:

ALGEMEENE BEGROOING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1920. (1).

Tabel XI: Ministerie van Koloniën (Uitgaven van het Moederland)

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de SELYS-LONGCHAMPS.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting van Koloniën, waarin alleen de uitgaven van het Moederland voorkomen, dient niet uitvoerig verklaard te worden. Bijgevolg meent nu verslaggever dat een beknopte nota het eigenlijke verslag kan vervangen.

Deze begrooting werd aangenomen door de zes Afdeelingen. Vier daarvan brachten geene enkele aanmerking in 't midden. In de vierde Afdeeling wees een lid op de noodzakelijkheid, sommige beschikbaar gestelde agenten weer in dienst te nemen, « daar dit een maatregel van rechtvaardigheid, alsmede » eene bezuiniging zijn zou »; een ander lid van dezelfde Afdeeling vroeg uitlegging over artikel 9 van hoofdstuk I en over artikel 12 van hoofdstuk II.

In de derde Afdeeling vroeg een lid dat « het goud van de Kilo-mijnen in » België zou verkocht worden in plaats van naar Parijs te worden gezonden, » waar onze juweliers het moeten terugkopen. »

Al staat deze vraag in verband niet met de Begrooting van Koloniën, waarmee wij ons hebben onledig te houden, maar wel met de Congo-Begrooting, komt zij ons nochtans zoo belangrijk voor, dat wij meenen wel

(1) Begrooting, n^o 56.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Carton de Wiart, Mechelynck, Bertrand en Tibbaut, *ondervoorzitters*, Bologne, Buyl, Carlier, de Kerchove d'Exaerde, de Selys-Longchamps, de Wouters d'Oplinter, Drèze, Hallet, Houtart, Huysmans, Pepin, Poncelet, Pussemier, Soudan, Van de Vyvere, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

te doen, nogmaals uwe aandacht daarop te vestigen. *Dient het goud van Belgisch Congo niet in de Nationale Bank te worden gestort om dezer goudvoorraad te vermeerderen?*

De credieten toegestaan voor het dienstjaar 1919 bedroegen fr. 1,530,304

De credieten aangevraagd voor het dienstjaar 1920 bereiken
de som van 3,736,000

Hetzij eene vermeerdering van fr. 2,205,695

Deze vermeerdering vloeit hoofdzakelijk voort uit de verhooging der kosten van het Hoofdbeheer.

Hier volgen de artikelen, welke ons de redenen van dien aangroei doen kennen :

EERSTE HOOFDSTUK.

HOOFDBESTUUR.

ART. 2. — Credieten aangevraagd voor 1920 fr. 2,147,250

Credieten toegestaan voor 1919 969,304

Vermeerdering. . fr. 1,177,946

« Te verklaren, wordt in de nota gezegd (zie Tabel XI, blz. 563), door de » verhoogingen der wedderoosters, de vermeerdering van sommige ver- » goedingen en de geregelde weddeverhoogingen.

» Wegens het terug in dienst nemen van een zeker getal beschikbaar » gestelde agenten om de leemten aan te vullen, welke in de kaders waren » voorgekomen tijdens den oorlog, en wegens de bestendigheid der uitgaven » is het noodig, in artikel 2 op te nemen het crediet, voor 1919 uitgetrok- » ken in het hoofdstuk der uitzonderlijke uitgaven, bij artikel 13, voor : » Jaarwedden van het personeel beschikbaar gesteld ten gevolge van de » decentralisatie voltrokken ter uitvoering van het koninklijk besluit van » 28 Juli 1914, Duurtebijslag voor dit personeel. »

ART. 3. — Reis- en verblijfskosten en zendingen in het buitenland.

Credieten aangevraagd voor 1920 fr. 23,000

Credieten toegestaan voor 1919 13,000

Vermeerdering. . fr. 10,000

wegens de verhooging van het tarief der reiskosten.

ART. 4. — Materieel. Onderhoud der bureelen. Meubelen. Bibliotheek. Werken van onderhoud en inrichting van het ministerieel hotel. Kosten van telegrammen.

Credieten aangevraagd voor 1920 fr. 480,000

Credieten toegestaan voor 1919 285,000

Vermeerdering. . fr. 195,000

ten gevolge van den verhoogden prijs van dit materieel.

Men moet er bijvoegen de verhooging van het arbeidsloon.

ART. 5. — Uitgaven van het *Ambtelijk Blad* : 50,000 frank zooals in 1919.

ART. 6. — Verscheidene toelagen voor Congressen, Vereenigingen en Wetenschappelijke Genootschappen. Bijdrage in de kosten van Internationale Bureelen :

Credieten aangevraagd voor 1920 . fr.	69,350
— toegestaan voor 1919 . . .	50,000
Vermeerdering. . fr.	14,350

« veroorzaakt door de uittrekking, op de begrooting voor het Moederland,
» van nieuwe toelagen of van hogere toelagen naar aanleiding van de uit-
» breiding der inrichtingen in het Moederland en van den algemeenen econo-
» mischen toestand. »

ART. 7. — Eerste termijn der pensioenen (onbeperkt crediet), 2,000 frank (*statu quo*).

ART. 8. — Te verleenen hulp aan voormalige ambtenaren of loontrek-
kende agenten, aan hunne weduwen of verwanten wier steun zij waren en
die in ongelukkige omstandigheden verkeerden. — Hulpelden voor
kosten van laatste ziekte en begrafenis van ambtenaren en beambten, die
overleden zijn, terwijl zij nog in werkelijken dienst of reeds gepensionneerd
waren, en wier familie zich in deerniswaardigen toestand bevindt. — Hulp-
elden bij uitzondering te verleenen aan personen die niet onder de boven-
genoemde kunnen gerangschikt worden : 10,000 frank zooals voor 1919.

ART. 9. — Abonnement van den advocaat van het Departement. Hono-
raria aan advocaten en pleitbezorgers. Proceskosten, voorschotten,
boeten, enz.

Credieten aangevraagd voor 1920 . . . fr.	18,000
— toegestaan voor 1919	12,000
Vermeerdering. . . fr.	6,000

» noodzakelijk gemaakt door de verhooging der onkosten van dezen
» aard ».

Er is dus voor het Hoofdbeheer eene geheele vermeerdering van 1 mil-
lioen 403,296 frank.

Bij deze vermeerdering dient te worden gevoegd die, welke voortvloeit
uit de uittrekking, op de begrooting voor het Moederland, van de uitgaven
die werden gedaan ten behoeve van de wetenschappelijke instellingen van
koloniaal onderwijs, uitgaven welke eertijds op de begrooting der gewone
uitgaven voor Belgisch Congo werden uitgetrokken.

Hier volgt de omstandige opgave van die uitgaven :

HOOFDSTUK II.

WETENSCHAPELIJKE INRICHTINGEN IN HET MOEDERLAND VOOR KOLONIAAL
ONDERRICHT.

EERSTE SECTIE.

Museum van Tervueren.

ART. 11. — Credieten aangevraagd voor 1920 fr. 298,500

Zijnde :

a) Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren, beambten en bedienden van het Museum van Tervueren. Vergoedingen der leden van de Commissies van toezicht en van aardkunde en van de geleerden naar het Museum geroepen. Zendingen in het buitenland fr. 203,200

b) Representatiekosten van den Bestuurder, huishuurvergoedingen en andere weddeverhoogingen. Benoemingen en bevorderingen. Vaste vergoedingen aan het wetenschappelijk personeel. Vergoedingen voor buitengewone werken, voor kosten van ziekten. Huishuurvergoedingen ten bate van de leden van het wetenschappelijk personeel, die niet in het Museum wonen. Vergoedingen voor verblijf aan de ambtenaren, beambten en dienstlieden van het Museum van Tervueren. Honoraria van den aangestelden geneesheer. Uitzonderlijke onderstand aan agenten van het Museum. Loon aan de werklieden die arbeiden aan verschillende werken van het Museum. Vergoedingen aan den secretaris van de Commissie van toezicht en van aardkunde. Zitpenningen fr. 95,300

ART. 12. — Reis- en verblijfskosten van het personeel van het Museum, van de leden der Commissies en van de geleerden naar het Museum geroepen. — Zendingen in den vreemde fr. 7,500

ART. 13 — Materieel in 't algemeen en meubelen van het Museum van Tervueren. Onderhoud der lokalen. Boekerij. Kantoorbehoefden. Kosten voor telegrammen en briefwisseling. Aankoop van verzamelingen en kunstwerken. Onderhoud en vervoer der wetenschappelijke verzamelingen. Laboratorium. Photographiën fr. 58,800

ART. 14. — Annalen en uitgaven van het Museum van Tervueren fr. 20,000

Hetzij voor de eerste Sectie eene gezamenlijke uitgave van fr. 664,000

TWEDE SECTIE.

Koloniale School.

Totaal. fr. 77,500

DERDE SECTIE.**School van Tropische geneseskunde.**

Totaal. . . fr. 86,000

VIERDE SECTIE.**Koloniale Tuin van Laken.**

Totaal. . . fr. 74,000

Hetzij voor al de inrichtingen (Moederland) voor koloniaal
onderricht te zamen fr. 902,400

In verband met deze laatste uitgaven zegde de verslaggever van de
Begrooting van Koloniën voor het dienstjaar 1919 :

» Het schijnt nochtans dat deze lasten zouden moeten gedragen worden
door de begrooting van het Moederland. Reeds in 1912 heeft Minister Renkin
erkend, bij de behandeling van de begrooting voor 1913, dat het veel
logischer zou zijn, op de begrooting van het Moederland de kosten aan te
schrijven voor inrichtingen als het Museum van Tervueren, daar deze
instellingen vooral aan België ten goede komen. Op het vraagstuk werd
opnieuw gewezen bij de behandeling der begrooting voor 1914, tijdens
welke de heer Tibbaut opkwam tegen het inschrijven, op de koloniale
begrooting, van uitgaven zooals die van het Museum en van het koloniaal
onderwijs, die de andere landen aan het Moederland opleggen.

» De Regeering werd er dus toe gebracht, het inschrijven op de begroo-
ting voor het Moederland van de credieten voor het Museum te overwegen,
en men mocht er zich aan verwachten dat dit zou geschieden vanaf het
dienstjaar 1915.

» Dit overbrengen zou thans kunnen gedaan worden ».

En hij voegde erbij : « Mij duikt dat men evenzoo zou moeten handelen
voor de credieten die de andere koloniale wetenschappelijke instellingen
betreffen : de School voor Tropische Geneeskunde, de Koloniale School en
de Koloniale Tuin. »

Er dient te worden opgemerkt dat dit overbrengen tot geen aanmerkingen
heeft aanleiding gegeven in de Afdeelingen. Zooals gezegd wordt in de nota,
bij artikel 11 (zie Toelichting van Tabel XI, bldz. 567), zal er geen reden in-
gevonden worden tot wijziging van den wedderooster, doch *het vraagstuk
der pensioenen van de ambtenaren en agenten, dat zoo vaak de Kamer heeft
beziggehouden, zou meteen opgelost zijn.*

Uwe Middenafdeeling stelt u voor, Mijne Heeren, de Begrooting, waarvan
sprake is in deze nota, goed te keuren.

De Verslaggever,

H. DE SELYS LONGCHAMPS.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.